

LA FRANCE INSOUMISE ? PAS SI HÉGÉMONIQUE QUE SON EXPOSITION MÉDIATIQUE LE LAISSE CROIRE

Chloé Morin

10/09/2017

La France insoumise est-elle vraiment la force qui incarne, aux yeux de l'opinion, l'opposition à Emmanuel Macron et à sa politique ? Chloé Morin, directrice de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès, analyse les éléments qui doivent conduire relativiser cette apparente hégémonie médiatique, parlementaire et sondagière du parti de Jean-Luc Mélenchon dans une tribune en partenariat avec L'Opinion.

La cause semble entendue : de coups d'éclat en menaces de « coup d'État social », La France insoumise n'en finit plus d'envahir le champ politique, réduisant au silence ses concurrents tant à gauche qu'à droite, au point de donner le sentiment que si le peuple n'est pas derrière Emmanuel Macron, il soutient à coup sûr Jean-Luc Mélenchon. Les sondages semblent en partie accrédi-ter ce récit bien huilé : lorsqu'on leur demande « quelle formation politique incarne le mieux l'opposition à Emmanuel Macron », les Français sont très nombreux à répondre « La France insoumise » - un score en progression de six points depuis mai dernier.

Ce parti domine largement, dans le baromètre Ifop/*Paris Match*, le Front national (45%, contre 28%) et les Républicains (23%). Le Parti socialiste, quant à lui, stagne bien en dessous de 10% depuis sa cuisante défaite présidentielle. Même les sympathisants socialistes déclarés ne le choisissent comme « meilleure opposition » qu'à 36%, lui préférant à 47% La France insoumise.

Lorsque tous les repères vacillent, quand l'ensemble de l'échiquier politique a été chamboulé et qu'on ne sait plus si droite et gauche existent encore, le récit d'une opposition claire, frontale, entre une France du haut et une France du bas, une France En Marche et une France insoumise, a le mérite de la clarté. Toutefois, un certain nombre d'éléments doivent nous conduire à relativiser cette apparente hégémonie médiatique, parlementaire et sondagière de La France insoumise.

Domination. Tout d'abord, parce que la domination de La France insoumise dans l'opinion n'est pas tout à fait aussi évidente que cela. Parmi les Français qui désignent La France insoumise comme

principal parti d'opposition, on trouve 40% d'électeurs d'Emmanuel Macron, 46% d'électeurs de François Fillon, ou encore 19% d'électeurs du Front national. Peut-on raisonnablement penser que ces électeurs envisagent de voter Jean-Luc Mélenchon un jour ? À travers leur réponse, ils indiquent ceux qui à leurs yeux portent aujourd'hui l'opposition la plus claire à la politique gouvernementale. Pas forcément les propositions les plus crédibles, ou désirables.

De plus, d'autres indicateurs – à l'image d'une question posée par l'Ifop pour *Le Journal du dimanche* à la fin août – permettent, avec des formulations légèrement différentes, de relativiser la domination de La France Insoumise. Certes, Jean-Luc Mélenchon est désigné par 59% des Français comme la personne la mieux à même d'incarner l'opposition à Emmanuel Macron dans les années à venir. Mais Marine Le Pen le talonne, à 51%, loin devant Benoît Hamon (27%), Laurent Wauquiez (27%), Valérie Pécresse (23% ou Anne Hidalgo (19%)... Signe que les Français, dans la manière dont ils répondent aux questions, distinguent les difficultés ponctuelles touchant le Front national de sa trajectoire à venir et sont loin d'avoir enterré le Front national.

Enclavement idéologique. Enfin, l'observation de l'évolution des sympathies partisanes déclarées depuis trois mois vient sérieusement remettre en cause le récit d'une montée en puissance de La France insoumise, portée par la révolte populaire qui gronde. Chez OpinionWay, 8% des Français se déclarent proches de La France insoumise, soit une progression de seulement un point depuis trois mois, et un niveau équivalent à celui... du Parti socialiste. Le Front national, que l'on dit moribond, oscille depuis quatre mois entre 13 et 15%, juste devant Les Républicains (14%) et La République en marche (13%). Si certains signaux permettent d'accréditer la thèse d'une remobilisation, voire d'une radicalisation de la base mélenchoniste face aux dernières mesures gouvernementales, le parti ne semble pas pour autant – à ce stade – parvenir à sortir de son enclavement idéologique. Cela ne l'empêchera pas, éventuellement, de se faire le réceptacle ponctuel de mécontentements sociaux.

Faut-il d'ailleurs s'étonner que, lorsque l'essentiel des débats du moment s'articule autour de la question de la justice sociale et du rapport à l'entreprise, La France insoumise et La République en marche, qui se trouvent clairement de part et d'autre des clivages existants sur ces sujets, soient avantagées par rapport aux autres partis, qui eux sont divisés et englués dans leurs contradictions ? Le Front national navigue depuis des années entre une ligne sociale et un soutien aux petites entreprises – Front national du nord, Front national du sud. Il peine donc à articuler une critique sociale de la loi travail, sans paraître remettre en cause des mesures applaudies par les petites entreprises. Les Républicains, en voulant s'opposer à des mesures qu'ils ont pour la plupart ardemment prônées hier, sont eux aussi dans une position inconfortable, et taxés d'hypocrisie. Même chose pour le Parti socialiste, qui semble aujourd'hui s'opposer à une logique à laquelle il avait semblé ouvrir la porte avec la loi El Khomri. Tant que le débat s'articulera autour de sujets qui

divisent tous les partis et opposent frontalement La France insoumise et La République en marche, il y a fort à parier que le parti de Jean-Luc Mélenchon restera le plus audible.

Avouons aussi que l'effet de loupe médiatique sur les Insoumis est sans doute amplifié par une sorte de soulagement général – celui de pouvoir enfin, après des années de monopole frontiste de l'agenda politique, parler d'autre chose que d'identité ou d'invasion migratoire. Attention toutefois à ne pas sous-estimer la menace. La France qui votait Front national hier n'a pas disparu et, si le climat s'est détendu, le pays ayant au moins en partie renoué avec l'optimisme, rien n'indique pour autant que les idées frontistes n'aient véritablement reculé. Sans doute ce parti, une fois ses affaires internes remises en ordre, attendra-t-il que la menace terroriste ou la crise des réfugiés s'invitent à nouveau dans les débats pour relancer son offensive.